

## LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

**LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE**



**FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)**

### PAS DE RÉPUBLIQUE SANS SERVICES PUBLICS !

→ **Grégory Boulord**

Le gouvernement Macron a annoncé vouloir engager un plan de départ volontaire de fonctionnaires et leur remplacement par des contractuels.

Cette annonce est dans la continuité d'une politique libérale démontant notre système de solidarité en réduisant le service public partout, tout en accélérant la précarisation de l'emploi dans les deux secteurs, et l'ouverture des marchés aux acteurs privés.

Opposer public et privé, mais en rognant sur les acquis

sociaux chez tout le monde, plutôt que de proposer de meilleures conditions de travail et de vie à toutes et tous, voilà un fondement de la « Start-up Nation » !

La destruction du statut des fonctionnaires, obsession libérale du président Macron, est un des outils de cette politique. Le défendre, c'est l'affaire de toutes et tous, car le service public privilégie l'égalité de traitement et l'accès aux services selon ses besoins et non selon ses moyens.

Nous, élu-es FDG et citoyens dénonçons cette attaque contre le service public et appelons à se joindre à toutes les mobilisations de la fonction publique.

Le 22 mars, manifestons tou-t-e-s ensemble pour défendre notre service public !

Contact : [groupefdg@ville-genevilliers.fr](mailto:groupefdg@ville-genevilliers.fr)



**GROUPE SOCIALISTE**

### QUEL OFFICE HLM VOULONS-NOUS POUR GENNEVILLIERS ?

→ **Jacques Briffault**

À la fin du mois sera présenté au parlement le projet de loi ÉLAN (Évolution du logement et aménagement numérique).

À l'heure où cette tribune est écrite, malgré les annonces faites à la clôture de la conférence de consensus au Sénat, beaucoup de questions restent posées et donc d'inquiétudes sur l'avenir des parcs HLM.

En effet, si la loi de finances 2018 crée un nouveau contexte d'intervention pour les organismes HLM, le gouvernement fait le pari que le « choc », lié à la baisse des loyers qui leur est imposée, pourra être absorbé par une réorganisation du secteur

HLM et par un allègement des normes et des coûts.

Quand on sait la difficulté des offices de proximité pour répondre efficacement et rapidement aux problématiques de logements des demandeurs de leurs territoires, on peut légitimement s'interroger sur l'amélioration que peuvent apporter des baisses de ressources et des fusions.

Ce n'est en effet ni l'éloignement de la décision du demandeur ni la baisse de ressources des offices qui permettront de relancer la construction de qualité pour que nous reprenions le chemin du droit au logement digne et accessible pour tous dans notre pays.

Dans ce contexte, les élus socialistes seront très attentifs à l'évolution de ce texte et souhaitent que les Genevilloises et les Genevillois soient associés, au plus vite et au mieux, aux décisions que nous serons amenés à prendre en leur nom.

Pour nous contacter : [groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr](mailto:groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr) ; 01 40 85 63 56.



**GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE**

### AVANT LE NAUFRAGE DES + 2°

→ **Richard Merra**

Peu importe ce qu'on prélève de la Terre et la débauche d'énergie pour produire. Il n'y a au cœur du système libéral que le « retour sur investissement » et « la croissance du

PIB ».

L'augmentation de ce PIB impose mécaniquement la dégradation du patrimoine naturel, de la qualité de l'air et de l'eau. C'est un taux cynique sans opinion qui élimine du logiciel le risque de ne plus pouvoir disposer des conditions élémentaires pour mener une vie authentiquement humaine.

Il est irresponsable de ne pas rompre avec la dictature absurde de cet indicateur international qui court après quelques dixièmes de points de croissance illusoire. Tant de risques sont pris pour la planète et l'Humanité afin d'offrir ces quelques points aux plus riches. En 2017, 82% des richesses créées ont bénéficié aux 1% des plus riches. Aucun « ruissellement » vers

la moitié de l'humanité la plus pauvre !

À quoi tout cela servirait-il si nous dépassons la barre fatidique de + 2° à l'horizon 2050 ?

La responsabilité politique imposerait qu'on remplace le PIB par un indicateur de développement humain qui intégrerait l'empreinte carbone et la nature de la santé sociale. Ce changement mettrait instantanément en évidence les dégâts produits par la course à la croissance sur l'environnement et la cohésion sociale.

Intégrer la globalisation imposerait de se doter d'un pouvoir politique capable d'agir à cette échelle.

Plutôt que d'être de simples écuries électorales, les partis politiques devraient produire pour les citoyens des arsenaux clairvoyants d'idées allant dans ce sens comme : la reconversion écologique de la société, l'internationalisation des normes sociales et du travail, des options monétaires post-libérales, la démocratisation des lieux du travail, des innovations dans le travail, nourrir la planète, etc.

Les chantiers de réflexion sont nombreux. Ils méritent un feuilleton des idées, avant le naufrage annoncé.

Episode 1. La suite dans les prochaines contributions de Genevilliers Écologie.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

## L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES : UN COMBAT QUI SE POURSUIT...

→ Sonia Blanc

Fallait-il une affaire Weinstein pour découvrir que chaque jour, dans leur vie privée mais également professionnelle, les femmes sont victimes d'humiliations, de harcèlement, traitements inhumains et dégradants et autres atteintes physiques pour la seule raison qu'elles sont nées femmes ?

Non bien sûr, mais ce scandale aura exposé au grand jour l'hypocrisie de nos sociétés acceptant des pratiques et paroles discriminantes, et surtout l'ignoble impunité de leurs auteurs.

Aussi, le 8 mars conserve une importance symbolique majeure, pour la simple et bonne raison que les hommes et les femmes, y compris en France, ne sont toujours pas égaux dans les faits. Le groupe d'Union des Genevillois-e-s a donc fait le choix d'effectuer un petit rappel historique démontrant l'utilité de cette journée de manifestations et d'événements.

À son origine, n'en déplaise à certains, on trouve la lutte des ouvrières et des suffragettes du début du XX<sup>e</sup> siècle. Les femmes de toute l'Europe manifestèrent pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de travail, le droit de vote et l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est en 1910 que Clara Zetkin propose pour la première fois la création d'une « journée internationale des femmes ». Il faudra attendre 1917 et la grève des ouvrières de Saint Pétersbourg pour que la tradition s'installe en Europe, avant de s'étendre au monde entier à partir de 1945. En 1977, sous l'impulsion des mouvements féministes, le 8 mars est reconnu comme la Journée internationale des femmes par les Nations unies. Il faudra attendre 1982 pour que la France l'officialise à son tour.

Depuis, certes les femmes françaises sont juridiquement les égales des hommes, mais cette égalité est loin d'être atteinte dans la réalité. Clairvoyante, Simone de Beauvoir l'avait annoncé : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Car le combat continue pour l'amélioration des conditions des femmes, la participation de chacun est nécessaire pour la sensibilisation de tous.



LA FRANCE INSOUVERAINE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

## CAMÉRAS PARTOUT : UNE VIDÉOPROTECTION EN TROMPE-L'ŒIL !

→ Nasser Lajili

En réponse aux incivilités et à la délinquance, le maire veut installer des caméras de vidéosurveillance dans tous les quartiers de la ville. À l'opposé de ses déclarations passées, de son propre programme municipal, du programme des

maires précédents ! Après les villes dirigées par la droite et par le PS, ce sont maintenant les villes à direction communiste qui s'engagent dans cette voie sans issue. Sans vrai débat public, sans réelle concertation avec les habitants, sans aucune étude sur leur utilité.

Ces mesures sont-elles efficaces ? Sur quels bilans positifs s'appuie-t-on pour proposer une telle mesure ? Asnières fort dotée en caméras échappet-elle à l'insécurité ?

Quelle utilité peut avoir un tel système face à des délinquants déterminés qui auront tout simplement masqué leur visage par une cagoule ?

Nice, championne de France de la « vidéo-supervision », avec plus de 950 caméras, n'a pas pu voir venir l'attentat au camion du 14 juillet 2016 ?

Au contraire, plusieurs études sérieuses mettent en cause l'efficacité de tels systèmes qui sont de plus rapidement dépassés et de plus en plus coûteux à l'achat et à l'entretien.

Les sommes qui y sont consacrées pourraient être mieux employées, notamment avec plus de présence humaine dans la rue, pour une politique de prévention digne de ce nom.

Nous savons que le sentiment d'insécurité conduit certains de nos concitoyens à accepter, ou même à réclamer des caméras, une police municipale, armée ou non.

Doit-on pour autant aller dans leur sens. Nous ne le croyons pas. Qu'il y ait intérêt d'installer à des endroits limités une caméra, cela peut se discuter mais le tout caméra, généralisé à la ville entière aura pour réel effet d'enfermer les boîtes privées de sécurité sans résoudre le problème.

La décision de la direction municipale s'appuie sur l'avis d'un petit nombre d'habitants, lors des rencontres « Défis ». 1 500 à 2000 personnes ne sauraient représenter l'avis des 43 000 Genevillois. Aussi demandons-nous que la sécurité soit étudiée au Conseil municipal à partir d'études sérieuses, de bilans après un réel débat public avec consultation des habitants.



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

→ Jean Denat

Le 8 mars est une date importante pour tout ce qui touche les conditions de la femme et de ses incidences sur le monde moderne et rétrograde à la fois. Paradoxe du XXI<sup>e</sup> siècle, la condition féminine doit être un symbole de combat

mais surtout de rassemblement de tous ses individus qui, de par le monde, militent pour faire valoir les droits des femmes en dénonçant les inégalités flagrantes et volontaires que pratiquent certains pays et gouvernements pour empêcher la femme de s'émanciper de son pendant masculin. Cette journée appelée « Journée internationale des droits des femmes » dans certains pays comme la France, est célébrée le 8 mars. C'est une date mettant en avant la lutte pour les droits des femmes et notamment pour la réduction des inégalités par rapport aux hommes. Cette journée est issue de l'histoire des luttes féministes menées sur les continents européen et

américain. Le 28 février 1909, est célébrée aux États-Unis, une « Journée nationale de la femme » (National Woman's Day). À la suite d'une proposition de Clara Zetkin, en août 1910, des manifestations et rassemblements célèbrent et revendiquent le droit de vote des femmes, le droit à l'éducation et la fin des discriminations au travail depuis le 19 mars 1911. Ce n'est qu'en 1977 que les Nations unies officialisent cette célébration, invitant tous les pays de la planète à en faire de même. Cette journée est l'occasion de faire le bilan sur la situation des femmes dans la société et de revendiquer plus d'égalité. Malgré cette avancée indiscutable et fondamentale, dans certains pays à la tête desquels ont accédé des hommes, la femme n'est qu'un objet et ne doit servir qu'à procréer ou qu'au bon plaisir de l'homme. Ce comportement ne doit pas prendre le pas en France et surtout pas dans nos banlieues où le sectarisme et l'archaïsme sont omniprésents et contribuent à faire reculer le droit des femmes et leur émancipation. Les mentalités changent mais doivent encore évoluer. Bonne fête à nos grands-mères, nos mères (sans lesquelles, nous ne serions pas là), nos sœurs, nos épouses ou nos petites amies ainsi qu'à nos filles ou nos petites-filles.

Pour contacter la présidente : jacqueline.clero@wanadoo.fr  
La permanence : lesrepublicains92230@free.fr



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

## VIDÉOSURVEILLANCE : UNE GAUCHE LOCALE EN VOIE DE DROITISATION

→ Brice Nkonda

Pour notre vie politique locale, il faudra retenir la date du 7 février 2018, date à laquelle l'exécutif a officiellement basculé à droite. À cette date, la majorité a voté, en Conseil municipal, la généralisation de la vidéosurveillance dans

toute la ville. Alors que les caméras étaient déjà présentes au Luth et aux Agnettes, ce sont désormais tous les quartiers qui vont être équipés. Vous êtes donc priés de souhaiter la bienvenue à Big Brother sur Genevilliers. Ce ne sont pas moins de 76 caméras, pour un montant total de 2 millions d'euros, qui seront déployées près de chez vous d'ici 2020. À titre comparatif, Levallois-Perret en dispose d'environ 80 pour 55 000 habitants. Bref, côté communiste, nous sommes sur un changement de logique complet : ce basculement est d'autant plus étonnant que, dans toutes les enceintes politiques, les (vrais) élus de gauche fustigent ceux de la droite pour ce type de dispositif.

Pour justifier de l'arrivée de toutes ces caméras, Patrice Leclerc nous dit s'appuyer sur les consultations populaires qui, dans les faits, n'ont attiré que quelques centaines d'habitants tout au plus, alors que nous sommes plus de 43 000. Il dit assumer ce revirement et, ce faisant, montrer qu'il n'est pas dogmatique : sur le fond, cela démontre qu'il n'a pas de colonne vertébrale idéologique, et qu'il est désormais prêt à brader ce qu'il lui reste de convictions.

D'ailleurs, une Police de Sécurité du Quotidien (PSQ) va couvrir le quartier du Luth, ce qui, selon les propos rapportés par *Le Parisien* du 9 février, « convient au maire (PCF), Patrice Leclerc, à condition qu'il s'agisse d'une police proche des habitants, et que la nouvelle organisation ne retire pas les moyens d'autres brigades. » Vous l'aurez compris, la stratégie de notre « gauche » locale consiste, sans avoir l'air d'y toucher, à investir le champ idéologique de la droite. Soit.

Seulement, quand on y met un pied, le corps est emporté : une fois toutes les caméras installées, il faudra des effectifs de police supplémentaires pour réaliser les interventions suscitées par les visionnages. L'étape d'après est donc logique : créer une police municipale. Pour nous qui avons toujours été partisans de solutions équilibrées entre prévention et coercition, nous constatons que la majorité PC, Front de gauche, PS, PG cède à cette évidence, mais de façon trop brutale.